

Crowdfunding, paiement mobile ou 2^e pilier, la finance durable sort des salons des banques privées

INVESTIR POUR LE CLIMAT

« PROPOS RECUEILLIS PAR RACHEL RICHTERICH

Climat » Nous sommes tous des investisseurs et nous pouvons tous financer la lutte contre le réchauffement climatique. C'est le postulat d'Anne-Marie Kortmoeller et Sybille Gianadda, directrice et directrice adjointe de Sustainable Finance Geneva, l'association genevoise de promotion de la finance durable.

Les deux représentantes de cette plateforme, qui fait le lien entre banques, start-up orientées durable, autorités publiques, ONG et milieux académiques, font le point sur les dernières avancées technologiques. Celles-ci se démocratisent selon les deux femmes un secteur devenu crucial pour la préservation de l'environnement, alors que s'ouvre la semaine prochaine la conférence mondiale sur le climat à Bonn. Entretien.

La finance durable reste un concept obscur. Pouvez-vous expliquer en quelques mots de quoi il s'agit?

Anne-Marie Kortmoeller: En résumé, il s'agit d'intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les processus d'investissements, de promouvoir un développement durable à travers l'investissement. Nous voyons cependant que le concept est un peu difficile à vulgariser, car le terme finance reste un frein. Il implique l'utilisation d'une palette d'outils parfois complexes et pointus, les mêmes que ceux qu'utilise la finance traditionnelle. Mais le terme finance englobe aussi l'épargne individuelle, le crédit hypothécaire et les investisseurs institutionnels (caisses de prévoyance), très répandus.



« Nous sommes loin encore de l'objectif prévu par l'Accord de Paris »

Sybille Gianadda

Sybille Gianadda: Nous avons publié deux ouvrages sur la thématique*, pour montrer des exemples très concrets d'initiatives entrepreneuriales dans ce domaine, à Genève et au-delà. Le deuxième livre, paru au début du mois, présente quelque 60 innovations. Si certaines d'entre elles permettent d'apporter du capital à des projets concrets qui visent un impact positif sur la société ou sur l'en-

INVESTISSEMENTS DURABLES DANS LE MONDE



vironnement, d'autres innovations révolutionnent le secteur financier pour le rendre plus accessible et inclusif. Certaines sont accessibles à tous, de l'individu aux caisses de pension, d'autres s'adressent à un public spécialisé.

Voilà pourquoi vous affirmez que chacun d'entre nous est un investisseur...

S.G.: La digitalisation a contribué à démocratiser l'accès aux services financiers et à l'investissement. Que ce soit dans le domaine du paiement mobile, avec des systèmes qui permettent une validation des transactions pour des personnes qui n'auraient pas de pièce d'identité, les réfugiés par exemple. La technologie de la blockchain est très prometteuse aussi, en

déplaçant les intermédiaires établis au profit d'échanges de personne à personne. C'est intéressant dans le cas de transferts d'argent de la part de migrants vers leurs proches restés au pays. On est investisseur aussi par le biais d'instruments comme le financement participatif. Certaines plateformes ont été spécialement créées avec des critères de durabilité, notamment Windcentrale ou Lendosphere, qui permettent de financer des projets d'énergie renouvelable. Ou encore LITA.co et Wedgood, à visée sociale et solidaire, ou Kubo financier et Zidisha, dédiées au microcrédit. Toutes ces innovations permettent d'inclure un pan entier de la population mondiale, qui n'avait auparavant pas accès à ces services.

A.-M.K.: Et puis, chaque salarié est un investisseur, indirectement, à travers sa caisse de pension, à qui il verse chaque mois une part de salaire, sans forcément avoir conscience de la façon avec laquelle l'institution fait fructifier cet argent. Elle le fait notamment sur les marchés financiers traditionnels en achetant des obligations, des actions et dans une moindre mesure – à hauteur de 15% – en investissant dans des produits alternatifs, un champ dans lequel entre souvent la myriade de start-up et sociétés non cotées orientées durabilité. On ne peut certes pas choisir sa caisse de pensions, mais on peut espérer en influencer la stratégie en questionnant l'impact environnemental et social de ses placements. C'est un levier important. On peut ci-

ter aussi la Banque alternative de Suisse (lire ci-dessous), qui propose des taux hypothécaires plus avantageux pour l'acquisition de biens immobiliers écologiques.

Le bilan climatique des caisses de pension est plutôt mitigé, d'après une étude lancée par la Confédération (voir ci-dessous)...

S.G.: Oui, nous sommes loin encore de l'objectif 2 °C prévu par l'Accord de Paris (soit une limitation du réchauffement à deux degrés par rapport à l'ère préindustrielle, ndlr). Mais la première étape pour réaliser des investissements responsables, c'est de savoir où on en est en calculant son impact. C'est ce qu'a permis de faire cette initiative. D'autre part, ce qui est marquant, c'est que la participation à ce contrôle était volon-

taire et qu'il a remporté une large adhésion auprès des institutions suisses. C'est donc un premier pas important. Cette étude démontre aussi que nous avons aujourd'hui les outils à disposition pour tester la climato-compatibilité des investissements. Enfin, avec cette démarche, la Confédération dit vouloir contribuer à alimenter le processus de création d'une norme internationale standard, la norme ISO 14097, qui cristallise des débats quant à la méthodologie de calcul.



« Chaque salarié est un investisseur, à travers sa caisse de pension »

Anne-Marie Kortmoeller

A.-M.K.: Les pratiques s'appliquent, on le voit. Il y a une lame de fond, une dynamique sans précédent, au niveau mondial. Par exemple, les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, entrés en vigueur en 2016, sont utilisés aujourd'hui comme cadre de travail par de nombreuses entreprises, institutions et fondations, qu'elles soient privées ou publiques. C'est ce qu'on relevé récemment à Genève les représentants du PNUF FI (initiative pour la finance du programme des Nations Unies pour l'environnement).

Quel rôle Genève, et plus généralement la Suisse, aurait-elle à jouer dans ce domaine?

A.-M.K.: Nous avons toutes les compétences réunies sur un petit espace géographique. Quand, durant le processus de rédaction du deuxième livre, nous sommes partis à la recherche de personnes compétentes, des praticiens aptes à vulgariser la finance durable et à parler de son application, nous nous sommes aperçus que pour chaque sujet, des experts étaient établis en Suisse. Et plus spécialement à Genève.

S.G.: Il y a un microcosme favorable, avec un secteur financier fort, bien sûr, mais aussi la présence des Nations Unies et de ses agences, un secteur académique dynamique ainsi que de très nombreuses fondations et ONG. »

* 10 Finance innovations: Geneva, the sustainable finance laboratory, SFG, 2014 et Le monde change, la finance innove, SFG, 2017. Tous deux disponibles gratuitement sur www.sfgeneva.org

TROP DE CHARBON

Une étude vient de dévoiler dans quelle mesure les caisses de pension suisses sont compatibles avec la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est un premier pas, mais le chemin est encore long. Voilà en résumé les conclusions de l'étude publiée la semaine dernière sur la compatibilité des investissements des caisses de pension helvétiques avec les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique.

Au total, 79 institutions – soit les deux tiers du patrimoine géré dans le pays – ont soumis volontairement leurs portefeuilles à l'analyse du laboratoire d'idées 2 Degrés Investing Initiative, mandaté par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et le Secrétariat d'Etat aux affaires financières internationales. Gratuite et anonyme, l'analyse montre que l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement à deux degrés par rapport à l'ère préindustrielle est loin

d'être atteint: les investissements réalisés encore largement dans les ressources énergétiques d'origine fossile, comme le charbon, tendent vers un réchauffement de 4 à 6 degrés, en ligne avec la tendance mondiale.

L'OFEV estime cependant que cette première analyse «pourrait changer la donne», en ce qu'elle constitue un point de départ. «Les participants ont reçu un rapport leur expliquant comment mieux orienter leurs investissements.» » RR

BANQUE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Elle fonctionne comme n'importe quelle banque de détail, proposant compte courant avec carte de paiement Maestro, des plans d'épargne et de prévoyance vieillesse, ou encore des crédits immobiliers et des solutions de placement. A la différence que l'ensemble des fonds des clients de la Banque alternative de Suisse (BAS), fondée en 1990, sont investis dans des projets et entreprises sociaux et écologiques. Avec un bilan total de 1,6 milliard de fr. et plus de 30 000 clients, la BAS a son siège à Olten et des succursales à Lausanne, Genève et Zurich. RR